

**PIECE CONTRACTUELLE :**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS  
(C.C.A.P.)**

**OBJET DU MARCHÉ :**

**« PRESTATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DES  
INSTALLATIONS TECHNIQUES DU SIEGE ET DES SITES DE  
LA CNAM »**

Réf. 

A	C	.	2	0	2	5	.	2	0	5	0
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (C.N.A.M.)**

**PROCEDURE APPLICABLE :**

**APPEL D'OFFRES OUVERT  
CONFORMEMENT AUX ARTICLES :  
L. 2124-1 ET SUIVANT, R. 2124-1, R. 2124-2.1° et R.  
2161-2 à R. 2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE.**

SOMMAIRE :

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
1.1. <u>Description du marché</u>	4
1.2. <u>Procédure, forme du marché</u>	4
1.3. <u>Allotissement</u>	5
1.4. <u>Nomenclature CPV</u>	6
<b>ARTICLE 2. DUREE</b>	<b>6</b>
2.1. <u>Durée des marchés</u>	6
2.2. <u>Durée des bons de commande</u>	7
2.3. <u>Calendriers d'exécution détaillés éventuels</u>	7
2.4. <u>Prolongation de la durée de prestations</u>	7
2.5. <u>Précisions particulières</u>	7
<b>ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>8</b>
3.1. <u>Pièces particulières</u>	8
3.2. <u>Pièces contractuelles générales</u>	9
<b>ARTICLE 4. INTERVENANTS</b>	<b>10</b>
4.1. <u>Informations générales quant aux intervenants du Titulaire</u>	10
4.2. <u>Interlocuteur dédié</u>	10
4.3. <u>Garantie de continuité des prestations</u>	11
4.4. <u>Equipe du Titulaire</u>	11
4.5. <u>Protection de la main d'œuvre en lien avec les intervenants</u>	12
4.6. <u>Modifications liées au Titulaire</u>	13
4.7. <u>Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché</u>	13
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>14</b>
5.1. <u>Conditions d'exécution des prestations forfaitaires</u>	14
5.2. <u>Conditions d'exécution de la partie à bons de commande</u>	14
<b>ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE</b>	<b>16</b>
6.1. <u>Généralités</u>	16
6.1.1. <u>Déclaration préalable : volet acceptation</u>	17
6.1.2. <u>Droit au paiement direct : volet agrément</u>	18
6.1.3. <u>Décision d'acceptation ou de refus</u>	18
6.1.4. <u>Modification d'une sous-traitance en cours d'exécution</u>	19
6.2. <u>Précisions liées à la sous-traitance</u>	19
6.2.1. <u>Bonne gestion générale de la sous-traitance</u>	19
6.2.2. <u>Possibilités de recours à certaines sous-traitances spécifiques :</u>	20
6.2.3. <u>Précisions quant à la facturation des prestations sous-traitées</u>	20
6.2.4. <u>précisions quant aux possibilités de déclaration en fonction des prestations forfaitaires ou unitaires</u>	20
<b>ARTICLE 7. CESSIION DU MARCHÉ</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE - RGPD</b>	<b>21</b>
8.1. <u>Confidentialité</u>	21
8.2. <u>Obligations affiliées :</u>	21
8.3. <u>Responsabilité / dommages et intérêts en cas d'irrespect</u>	22
8.4. <u>Limites de responsabilité</u>	22

8.5. <u>Règlement Général sur la Protection des données</u>	22
ARTICLE 9. <u>OBLIGATIONS DE LA CNAM</u>	24
ARTICLE 10. <u>OBLIGATIONS GENERALES ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE</u>	24
ARTICLE 11. <u>OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION</u>	25
ARTICLE 12. <u>GARANTIES</u>	25
12.1. <u>Période de garantie</u>	25
12.2. <u>Maintenance des équipements sous-garantie</u>	26
12.3. <u>Défaillance des équipements sous garantie</u>	26
ARTICLE 13. <u>SUIVI DE LA MAINTENANCE</u>	26
ARTICLE 14. <u>ASSURANCES</u>	27
ARTICLE 15. <u>DEFAILLANCE DU TITULAIRE</u>	27
ARTICLE 16. <u>CONTROLE</u>	27
ARTICLE 17. <u>CLAUDE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (LOT N°1)</u>	28
17.1. <u>Publics visés</u>	28
17.2. <u>Volume horaire</u>	29
17.3. <u>Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion</u>	29
17.4. <u>Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales</u>	29
17.5. <u>Les modalités de contrôle de l'action d'insertion</u>	30
ARTICLE 18. <u>DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE</u>	30
ARTICLE 19. <u>PRIX</u>	31
19.1. <u>Forme des prix du marché</u>	31
19.2. <u>Rémunération des prestations</u>	31
19.2.1. <u>Prestations au forfait :</u>	31
19.3. <u>Revision des prix</u>	33
ARTICLE 20. <u>CONDITIONS DE PAIEMENT</u>	34
20.1. <u>Avance</u>	34
20.2. <u>Acomptes</u>	35
20.3. <u>Échelonnement des paiements</u>	36
20.4. <u>Modalités de facturation et de règlement</u>	36
ARTICLE 21. <u>CLAUDE DE REEXAMEN</u>	38
ARTICLE 22. <u>PLANS PROGRES</u>	39
ARTICLE 23. <u>PENALITES</u>	40
ARTICLE 24. <u>CONTROLES, VERICATIONS EVENTUELLES DES PRESTATIONS</u>	43
ARTICLE 25. <u>DISPOSITIONS DIVERSES</u>	44
25.1. <u>Transfert de marché et modification du statut du Titulaire</u>	Erreur ! Signet non défini.
22.2. <u>Retenue de garantie et régularité fiscale et sociale du Titulaire</u>	44
ARTICLE 26. <u>LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE</u>	45
ARTICLE 27. <u>RESILIATION DU MARCHE</u>	45
ARTICLE 28. <u>DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	46

## **ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE**

### **1.1. DESCRIPTION DU MARCHE**

Le marché a pour objet l'exploitation technique, les maintenances préventives et correctives définies selon la norme EN 13-306 ainsi que les autres prestations multi-techniques liées aux installations des différents bâtiments de la CNAM pour garantir de manière générale, les conditions de fonctionnement, d'utilisation et d'exploitation définies par la CNAM.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières commun (ci-après désigné le « CCAP ») définit les conditions administratives, juridiques et financières régissant l'exécution des prestations pour chacun des 10 lots identifiés ci-après (article 1.3).

L'exécution des prestations est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, commun aux différents lots (ci-après désigné le « CCTP »), ainsi que ses différentes annexes techniques<sup>1</sup>.

### **1.2. PROCEDURE, FORME DU MARCHE**

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-1 du Code de la commande publique (ci-après désigné le « CCP ») ainsi que R. 2124-1 et R. 2124-2.1° dudit code.

Chaque lot constitue un marché mono-attributaire, se reporter à l'article 1.3 « allotissement », ci-après.

Il s'agit de marchés de services au sens de l'article L. 1111-4 du CCP, relevant de la technique d'achat de l'accord-cadre, conformément à l'article L. 2125-1 du CCP.

Les prestations pour chacun des lots (ou marchés) comprennent des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-2, de l'article R. 2162-3 et des articles R. 2162-4. 2° à R. 2162-6 du CCP, les différents marchés, tels qu'identifiés ci-dessous, sont exécutés, en dehors des prestations forfaitaires (identifiées par l'annexe financière n°1 à l'acte d'engagement, « Décomposition Du Prix Global et Forfaitaire », dite DPGF), par l'émission de bons de commandes (sur la base des prix identifiés par l'annexe financière n°2 à l'acte d'engagement, « Bordereau des Prix Unitaires » dit BPU).

Les bons de commande sont émis et exécutés conformément aux articles R. 2162-13 et 14 du CCP dans les conditions fixées au présent CCAP (article 5.2).

La part à commande de chacun des lots est conclue sans montant minimum mais avec un montant maximum de commande (article R. 2162-4.2° du CCP). Les montants maximum propres à chaque lot/marché figurent ci-après.

---

<sup>1</sup> Cf. Article 3.1 du présent CCAP.

### 1.3. ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L. 2113-10 du CCP, le marché est alloté comme suit, chaque lot fait l'objet d'un marché :

Lots n°	SITES CONCERNEES	SURFACES INDICATIVES EN M <sup>2</sup> (dans le cadre de la multi maintenance)	ADRESSES	ACTIVITE (TYPE D'EXPLOITATION)	Montant maximum de la part à commande sur 4 ans (en euros HT).
1	PARIS	32 479 (61 340 en SHOB)	50 avenue du Professeur André Lemierre, 75986, PARIS CEDEX 20. Bâtiment « LE Frontalis ».	Administratif (Propriétaire)	2 568 221
2	EVREUX	3 594	129 rue Jacqueline Auriol, Parc d'activités du Long Buisson, BP 162, 27 001, EVREUX CEDEX.	Informatique, Data center (Locataire)	414 274
3	DIJON	2 481	Parc technologique, 10-12, rue Louis de Broglie, 21000, DIJON.	Administratif (Propriétaire)	348 648
4	VALENCIENNES	3 804	15, rue des frères Dana, CS 70567, 59308, VALENCIENNES.	Administratif (Propriétaire)	62 801
5	GRENOBLE	2 619	35, avenue Doyen Louis Weil, 38000, GRENOBLE.	Informatique, Data center (Propriétaire)	15 620
6	LYON	3 323	25, cours Emile Zola, CS 70123, 69616, VILLEURBANNE.	Administratif (Propriétaire)	41 146
7	ANGERS	4 150	16 rue Papiau de la Verrie, 49000, ANGERS.	Administratif (Locataire)	116 978
8	RENNES	1 027	2A, rue du Bignon 35000 RENNES.	Administratif (Locataire)	35 626

9	TROYES	3 340	33, rue Marc Verdier, 10150, PONT SAINTE MARIE.	Tertiaire (Propriétaire)	104 875
10	BORDEAUX	1 140	12, allée Haussmann, 33300, BORDEAUX	Tertiaire (Locataire)	9 915

#### 1.4. NOMENCLATURE CPV

A titre indicatif, la nomenclature CPV<sup>2</sup> est la suivante :

Code CPV principal	
79993000-1	Services de gestion d'immeubles et d'installations.
Codes CPV supplémentaires	
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments.
50710000	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques et mécaniques de bâtiments.

### ARTICLE 2. DUREE

#### 2.1 DUREE DES MARCHES

Les marchés sont conclus pour une durée de deux (2) ans à compter de leur date de notification<sup>3</sup>, reconductible une (1) fois, pour la même durée, sans que la durée totale des différents marchés ne puisse excéder 48 mois.

Par exception à ce qui précède, il est précisé que le lot n° 9 (site de Troyes) est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification, reconductible trois (3) fois, pour la même durée, sans que la durée totale dudit marché ne puisse excéder 48 mois.

La reconduction de chacun des marchés est tacite. Le Titulaire du lot considéré ne peut refuser la reconduction. En cas de non reconduction, le Titulaire concerné en est informé par tout moyen permettant d'accuser date certaine de réception, selon un préavis de trois (3) mois. Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non reconduction.

Il est précisé que la date de début d'exécution des prestations est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, en cas de notification antérieure à cette date, la date du 1<sup>er</sup> janvier 2026 demeurera inchangée.

<sup>2</sup> « Common Procurement Vocabulary », correspondant au vocabulaire d'identification commun pour les marchés publics de l'Union Européenne.

<sup>3</sup> Conformément à l'article 2 du CCAG-FCS issu de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021, toute notification correspond à l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En cas de besoin, la CNAM se réserve néanmoins la possibilité d'émettre un ordre de service (OS) afin d'éventuellement modifier la date de début d'exécution des prestations.

## **2.2. DUREE DES BONS DE COMMANDE**

Des bons de commande pourront être émis par la CNAM et notifiés au Titulaire pour les prestations concernées (conformément aux articles 5.2 et 19.2 du présent CCAP et conformément aux différentes précisions techniques identifiées au CCTP<sup>4</sup> et ses annexes).

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des Titulaires.

Pour chacun des lots, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, ils pourront dans ce cas produire leurs effets au-delà de cette durée de validité conformément à l'article 13.2.4 du CCAG-FCS, pour une durée qui ne pourra excéder quatre (4) mois.

Il est spécifié que la CNAM, postérieurement au terme d'un bon de commande considéré peut toujours effectuer les opérations de vérification qui s'avèreraient nécessaire et, le cas échéant, demander au Titulaire de procéder à la mise au point d'une prestation, éventuellement ajournée, ou à la nouvelle exécution d'une prestation rejetée, selon les délais prévus pour la constatation de l'exécution des prestations (sans préjudice des délais de garantie légaux).

## **2.3. CALENDRIERS D'EXECUTION DETAILLES EVENTUELS**

En cours d'exécution, un calendrier prévisionnel d'exécution propre à certaines prestations pourra être proposé par le Titulaire ou demandé à ce dernier afin notamment d'assurer la bonne mise en œuvre d'un bon de commande, d'un ordre de service (ci-après « OS »), dont la réalisation impliquerait plusieurs contraintes techniques particulières (contraintes pouvant notamment porter sur des prestations liées à des équipements stratégiques, définis à l'article 2 du CCTP pour les lots n°1, 2 et 3 et plus précisément identifiés en Annexe Technique 1 du CCTP).

Sauf urgences notamment liées à des équipements stratégiques (nécessitant la remise d'un calendrier dans les plus brefs délais), le délai d'établissement du calendrier, à compter de sa demande, jusqu'à sa réception par la CNAM est identique à ceux propres à la remise des devis (article 4.3 du CCTP).

En tant que livrable, le(s) calendrier(s) prévisionnel(s) (éventuellement joint au bon de commande considéré), une fois réceptionné par la CNAM, vaudra(ont) calendrier(s) détaillé(s) d'exécution. Les modalités d'admission, d'ajournement et de rejet issus de l'article 30 du CCAG-FCS s'appliquent à leur établissement.

## **2.4. PROLONGATION DE LA DUREE DE PRESTATIONS**

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du marché peut entraîner l'application de l'un des cas de prolongation des délais d'exécution.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel. Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, la CNAM dispose d'un délai de trois (3) semaines pour traiter la demande du Titulaire.

## **2.5. PRECISIONS PARTICULIERES**

### **2.5.1. PRECISIONS QUANT AUX DELAIS ET NOTIFICATIONS**

<sup>4</sup> Principalement aux articles 3.19 et 3.20 du CCTP.

Les délais du marché s'expriment en jours calendaires conformément à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS, sauf mention(s) contraire(s) spécifiquement identifié(s) au marché (notamment pour les délais en jours ouvrés identifiés au CCTP, article 5).

De mêmes, toutes les notifications induites par l'exécution du marché sont réalisées par tout moyen permettant d'accuser date certaines de réception conformément à l'article 2 du CCAG-FCS (sauf mention(s) contraire(s) identifiée(s), nécessitant notamment l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé réception ou usage d'autres moyens tel que la GMAO identifiée à l'article 4 du CCTP).

### 2.5.2. MODIFICATION OU ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

La CNAM peut à tout moment modifier un bon de commande en cours d'exécution, par le biais d'un bon de commande modificatif, et dans des cas exceptionnels, annuler un bon de commande, que ce dernier ait ou non fait l'objet d'un commencement d'exécution. La réception de la demande de la CNAM vaut arrêt de la (des) prestation(s) concernée(s) sauf à ce qu'un délai particulier soit prescrit par cette dernière (éventuellement par voie d'OS).

Le bon de commande modificatif annule et remplace le bon de commande initial<sup>5</sup>.

En fonction de l'urgence, la CNAM pourra procéder à l'annulation ou la modification considérée par voie d'ordre de service (régularisé si nécessaire par un bon de commande modificatif ultérieur<sup>6</sup>).

Il est précisé que l'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Le Titulaire a cependant droit à l'éventuel paiement :

- Des prestations exécutées avant la notification de l'annulation ;
- D'une indemnité permettant de couvrir, le cas échéant, les frais et investissements engagés après notification du bon de commande initial, strictement nécessaires à son exécution.

Il incombe au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation du montant des prestations exécutées ainsi que de l'indemnité pour frais et investissements, sans préjudices des possibilités de contrôles identifiées au marché.

### 2.5.3. MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION PAR UN ORDRE DE SERVICE

En sus de ce qui précède, il est précisé conformément à l'article 23 du CCAG-FCS, que durant l'exécution du marché, la CNAM se réserve également la possibilité de prescrire au Titulaire, par voie d'OS, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Dans l'éventualité ou des modifications, non prévue au marché, s'avéreraient nécessaires pour les besoins de la CNAM, notamment dans l'hypothèse où ces dernières devaient entraîner un changement ou un ajout de prix initialement non prévu au marché, un avenant, ou en fonction de l'urgence, un OS, éventuellement régularisé par voie d'avenant ultérieur pourrait dans ce cas être réalisé.

## ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

### 3.1. PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 et suivant du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre décroissant de priorité :

<sup>5</sup> Ou précédent bon de commande modificatif.

<sup>6</sup> Ou par voie d'avenant de régularisation en cas de modification des termes du marché.



- L'acte d'engagement et ses annexes financières<sup>7</sup>, respectivement ;
  - Annexe financière n°1 - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
  - Annexe financière n°2 - Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun aux différents lots (C.C.A.P.) ;
- Les bons de commandes, bons de commandes modificatifs et éventuels ordres de service émis en cours d'exécution ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun aux différents lots (C.C.T.P.) et ses annexes techniques :
  - Annexe technique n° 1 : « Liste des équipements par site » ;
  - Annexe technique n° 2 : « Gammes de maintenance » ;
  - Annexe technique n° 3 : « Cahier des exigences » ;
  - Annexe technique n° 4 : « Descriptif des immeubles et installations » ;
  - Annexe technique n° 5 : « Plans des immeubles » ;
  - Annexe technique n° 6 : « Registre des déchets » ;
  - Annexe technique n° 7 : « Projet rénovation parc ascenseur (Lot 1 – Paris) ».
- L'offre technique et financière du Titulaire ;
- Les autres pièces et documents techniques compris et/ou demandés pour l'exécution des prestations ;
- Le(s) actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;

### 3.2. PIÈCES CONTRACTUELLES GÉNÉRALES

Non jointes au marché mais réputées connues des parties, les pièces suivantes viennent également s'appliquer au marché par ordre décroissant de priorité :

- Les directives européennes applicables et notamment la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 ;
- Le Code de la commande publique (ci-après désigné le « CCP »), issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, en vigueur depuis le 1er avril 2019 ;
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tout autre texte administratif national ou local applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des pièces contractuelles énumérées dans le présent article ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) et/ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux marchés des fournitures courantes et des services et aux marchés d'exploitation de chauffage etc. ;
- Les normes françaises ou européennes, les documents techniques unifiés (D.T.U.) et tous documents réglementaires en vigueur ;
- Les réglementations en vigueur concernant le Code de la construction et de l'habitation ;
- Les réglementations en vigueur concernant les conditions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions des pièces du marché, telles qu'énumérées ci-dessus. Il est entendu que toute norme ou évolution connue au jour de la remise de l'offre (dont la date

---

<sup>7</sup> Il est spécifié, par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, que la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces étant réputées acceptées lors de l'attribution.

d'entrée en application a été publiée) est réputée avoir été anticipée par le Titulaire et intégrée dans son offre.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire se tient informé des éventuelles évolutions ou modifications quant à la législation et/ou la réglementation en lien avec l'objet des prestations (ce principalement en ce qui concerne les normes techniques relevant de son domaine d'expertise).

En cas de modification susceptible d'avoir un impact sur les prestations, le Titulaire, du fait de son obligation de conseil, en informe la CNAM dans les plus brefs délais (dans un délai de 15 jours maximum), ce afin de convenir avec lui des éventuelles modalités d'adaptation des prestations, si nécessaire. La CNAM prend seul la décision de modifier ou non les prestations du marché par OS ou avenant si nécessaire.

Il est précisé que toute clause limitative de responsabilité ou éventuelle réserve(s) contractuelle de la part Titulaire au sein de son offre serait expressément considérée comme nulle et non avenue. Il est également indiqué qu'en cas de silence des pièces contractuelles, aucune des dispositions de l'offre technique du Titulaire ne pourra contrevenir à l'objet du marché, y porter préjudice, ou s'avérer défavorable à la CNAM en cours d'exécution.

## **ARTICLE 4. INTERVENANTS**

### **4.1. INFORMATIONS GENERALES QUANT AUX INTERVENANTS DU TITULAIRE**

Dans le cadre de l'obligation de résultat qui lui incombe, le Titulaire mettra en place une équipe en parfaite adéquation avec la nature et le volume des prestations à exécuter, conformément notamment aux prescriptions identifiées au CCTP (article 5 du CCTP « Intervenants ») et autres précisions, notamment quant aux expériences et qualifications issues de son offre).

L'organigramme fonctionnel et opérationnel de l'équipe intervenant sur le site, d'une part, et le cas échéant de l'agence ou de la représentation locale prenant en charge le site pour le lot concerné, d'autre part, sont remis/actualisés, le cas échéant sur demande de la CNAM.

La liste des agents du Titulaire étant notamment à annexer au plan de prévention identifié à l'article 3.31 du CCTP en sus des mises à jour à intégrer aux comptes rendus mensuel d'exploitation (se reporter au CCTP, article 5).

Le Titulaire peut apporter des modifications quant aux personnels intervenants, uniquement après accord de la CNAM, demandé à minima 7 jours calendaires avant la date de mise en place souhaitée/nécessaire. Sous réserve du respect des dispositions liées au(x) référent(s) et intervenant(s) indiqués *infra* et des exigences identifiées au CCTP. Il modifie en conséquence la liste susmentionnée notamment pour la réunion d'exploitation mensuelle.

### **4.2. INTERLOCUTEUR DEDIE**

Dès la notification du marché, le Titulaire informe la CNAM, de l'identité de l'interlocuteur dédié/responsable du marché (article 5.2 du CCTP), puis de l'identité du responsable de site (article 5.3 du CCTP), dans ce dernier cas avant le début d'exécution

Ce représentant est l'interlocuteur privilégié de la CNAM tout au long de la durée du marché. Le Titulaire prévoit, si possible, l'identification d'un deuxième, voir troisième intervenant ayant compétence pour représenter la société en cas de nécessaire remplacement de cet interlocuteur dédié en cours d'exécution.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent aux exigences du CCTP et ses annexes et à celui présenté dans l'offre du Titulaire.

#### **4.3. GARANTIE DE CONTINUITE DES PRESTATIONS**

Dans le cadre de l'obligation de résultat susmentionnée, le Titulaire met en œuvre pour le marché qui le concerne, les moyens matériels et humains nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf à ce que cette défaillance soit due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité et d'imprévisibilité de la force majeure.

Le Titulaire se doit ainsi :

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, les prescriptions du marché ne pourraient être remises en cause par le Titulaire ;
- Le Titulaire avertira la CNAM avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent marché et garantir ainsi le respect des délais d'exécution et la continuité des prestations.
- Le Titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes) ;
- Le Titulaire s'engage de fait à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts ;

En tout état de cause, le Titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leurs) intervention(s) (notamment dans le cadre de l'usage de la GMAO, article 3.22 du CCTP).

En aucun cas, le remplacement du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations.

Un remplacement de l'interlocuteur désigné doit être effectué sous 24H (à minima par une solution de remplacement temporaire/transitoire), les autres intervenants devant être remplacés sous 72H.

Quoi qu'il en soit, le Titulaire se doit pérenniser le(s) remplacement(s) en cause sous 3 semaines, étant entendu que le(s) changement(s) ne pourraient avoir d'incidence financière.

A défaut les pénalités prévues à l'article 23 du présent CCAP pourront être appliquées.

#### **4.4. EQUIPE DU TITULAIRE**

Le Titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus pour la mise en place des intervenants.

Aussi, le Titulaire s'engage notamment à faire bénéficier la CNAM, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations objet du présent marché.

En ce dernier point, il est attendu une intervention de personnel en exécution compétent, formé et habilité à intervenir sur l'équipement, le système considéré selon le domaine technique concerné

(détaillé notamment au sein de l'article 3 du CCTP, ses annexes 1 et 2, ainsi qu'au sein du détail de décomposition des prestations de la DPGF). Des pénalités peuvent éventuellement être appliquées en cas d'irrespect manifeste de cette exigence.

En conséquence, le Titulaire s'engage notamment à :

- Prévoir un personnel parfaitement identifié, en nombre suffisant, avec les compétences adéquates par rapport aux prestations, disponibles, réactifs et formé en conformité avec les exigences du marché (articles 5, 3.10.2 et 3.22.1 du CCTP) ;
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes ;
- Identifier, de façon détaillée, les interventions et affectations propres à son personnel, en préventive comme en corrective. Ceci afin de limiter au mieux le recours à la sous-traitance pour tout ce qui a trait aux maintenances usuelles/courantes du site, pour lesquelles une intervention des équipes dédiées du Titulaire est à favoriser afin d'assurer une bonne réactivité et également une facilitation opérationnelle pour la CNAM ;
- Veiller à constamment optimiser la gestion de ses équipes, prendre en compte les remarques issues notamment des réunions d'exploitation identifiées au CCTP, ce notamment dans la mise en œuvre du plan progrès identifié au présent CCAP (article 22).

De manière générale, afin d'assurer le succès des prestations, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution du marché qui le concerne, une équivalence en termes d'intervenants, une bonne adéquation des profils avec les prestations/domaines techniques concernés, une cohérence quant aux agents affectés aux prestations ou forfaitaires ou à commande par rapport aux prestations en cause.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement la CNAM (par tout moyen permettant d'accuser date certaine de réception) et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur dédié/responsable du marché et les membres de l'équipe du Titulaire sont considérés comme acceptés si la CNAM ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la proposition.

Si la CNAM récusé un ou plusieurs de ces profils, sur décision motivée, le Titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplacement et le proposer à la CNAM.

A défaut de désignation, défaut de remplacement, de communication de *listing* etc. les pénalités prévues au présent CCAP s'appliquent.

#### **4.5. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE EN LIEN AVEC LES INTERVENANTS**

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le Titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le Titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment

lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité professionnelle temporaire en France sont soumis aux dispositions de l'article L. 1262-4 du code du travail ainsi qu'à celles du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de la CNAM.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le Titulaire du marché ferait appel.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de la CNAM, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la CNAM.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, la CNAM pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du Titulaire.

#### **4.6. MODIFICATIONS LIEES AU TITULAIRE**

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de notifier sans délai à la CNAM les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, relatives notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A sa forme juridique ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A sa nationalité, à son domicile ou à son siège social, au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui les contrôlent, aux groupements auxquels il participe ; lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ainsi que toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, compte tenu des prestations en cause la CNAM attend du Titulaire une grande célérité notamment dans ce dernier cas de figure.

A défaut, la CNAM peut faire application de l'article 41.1, h) du CCAG-FCS.

#### **4.7. REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR POUR L'EXECUTION DU MARCHÉ**

Les dispositions de l'article 3.3 du CCAG-FCS s'appliquent.

La CNAM est représentée localement, en fonction des lots du marché, par les référents qui seront indiqués au Titulaire par tout moyen permettant d'accuser date certaine de réception à compter de la date de notification du marché.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **5.1. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date du marché.

Le Titulaire réalise les prestations forfaitaires telles qu'identifiées en annexe financière n°1 à l'acte d'engagement « DPGF » et également au sein du CCTP et ses annexes, principalement à l'article 3 du CCTP (3.17 et 3.18 notamment).

### **5.2. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PARTIE A BONS DE COMMANDE**

#### **5.2.1. Transmission du devis**

Pour la réalisation des prestations sur bons de commande, le Titulaire procède à la rédaction d'un devis détaillé de l'intervention pour validation.

Le devis mentionne les indications ci-après :

##### **5.2.1.1. Pour les travaux réalisés par le Titulaire**

- Pour la fourniture des pièces détachées/de rechange et/ou d'équipements :

- La marque, la référence, le type, la désignation ;
- La localisation ;
- Le numéro de GMAO de l'équipement (le cas échéant) ;
- Le numéro d'inventaire CNAM (le cas échéant) ;
- L'unité ;
- La quantité ;
- Le coefficient applicable aux fournitures (en % et en valeur) ;
- Le prix unitaire en € HT et en € TTC ;
- Le prix total en € HT et en € TTC.

- Pour la main-d'œuvre (cas échéant) :

- La qualification de l'intervenant ;
- L'unité ;
- La quantité ;
- Le coût horaire en € HT et TTC ;
- Le coût total en € HT et TTC.

- Le cas échéant, pour l'exécution de la prestation :

- L'appel éventuel à d'autres corps d'état ;
- La réalisation en milieu occupé ou non ;
- L'indisponibilité d'équipement ou facilités ;

- Le délai d'exécution de la prestation à compter de la réception du bon de commande.

#### 5.2.1.2. Pour les travaux réalisés par un sous-traitant

Le Titulaire rédige un devis qui mentionne les indications ci-dessous :

- o Pour la fourniture des pièces détachées/de rechange et/ou d'équipements associés à la prestation sous-traitée :
  - La marque, la référence, le type, la désignation ;
  - La localisation ;
  - Le numéro de GMAO de l'équipement (le cas échéant) ;
  - Le numéro d'inventaire CNAM (le cas échéant) ;
  - L'unité ;
  - La quantité ;
  - Le coefficient applicable aux fournitures (en % et en valeur) ;
  - Le prix unitaire en € HT et en € TTC ;
  - Le prix total en € HT et en € TTC.
- o Pour la main-d'œuvre :
  - La qualification de l'intervenant ;
  - L'unité ;
  - La quantité ;
  - Le coût horaire en € HT et TTC<sup>8</sup> ;
  - Le coût total en € HT et TTC.
- o Le cas échéant, pour l'exécution de la prestation :
  - L'appel éventuel à d'autres corps d'état ;
  - La réalisation en milieu occupé ou non ;
  - L'indisponibilité d'équipement ou facilités ;
  - Le délai d'exécution de la prestation à compter de la réception du bon de commande.

Le Titulaire joint le devis du sous-traitant à son propre devis.

#### 5.2.2. Etude du devis par la CNAM

A réception du devis, la CNAM peut soit :

- o Accepter le devis ;
- o Rejeter totalement ou partiellement le devis (avec cas échéant : demande de modification(s) éventuelle(s)).

Dans l'éventualité où la CNAM demande au Titulaire des modifications/révisions du devis, le Titulaire remettra son devis modifié conformément aux éléments demandés et délais du CCTP (article 4.3).

A l'issue du nouveau délai, si le Titulaire n'a pas présenté de nouvelles propositions, ou si elles ne conviennent pas à la CNAM, celle-ci se réserve le droit de motiver au Titulaire qu'elle ne passera pas de bon de commande et pourra cas échéant procéder à l'intervention éventuelle d'un tiers pour répondre au besoin en cause afin d'assurer la continuité de service.

---

<sup>8</sup> Le coût horaire applicable aux prestations sous-traitées est identique aux coûts horaires mentionnés à l'annexe financière n°2, exception faite de la sous-traitance réalisée par le constructeur.

### 5.2.3. Emission et exécution des bons de commande

Conformément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande sont notifiés par la CNAM au Titulaire.

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro de la commande ;
- La référence du marché ;
- Le(s) site(s) concerné(s) (adresse) ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- Le montant du bon de commande (H.T. et T.T.C.).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, conformément à l'article 3.7.4 du CCAG-FCS.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification, sauf si le bon de commande prévoit une date différente, conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, ou qu'un ordre de service préalable ait précisé un délai d'intervention spécifique.

### 5.2.4. Réception des bons de commande

La bonne exécution des prestations à commande sera matérialisée par un procès-verbal de réception (ou cas échéant par tout document valant décision de la CNAM conformément à l'article 30 du CCAG-FCS) établi par une personne habilitée représentant la CNAM et signé conjointement des deux parties.

Le CNAM peut décider :

- D'accepter les prestations réalisées par le Titulaire. Dans cette hypothèse, le CNAM rédige une décision de réception ou cas échéant un procès-verbal de réception ;
- De rejeter totalement ou partiellement les prestations réalisées par le Titulaire ;
- Dans le cas d'un rejet total ou partiel, la décision de la CNAM est motivée et une décision motivée de rejet ou un procès-verbal de rejet est établi. Le rejet doit fixer le délai pendant lequel le Titulaire doit représenter son travail, à défaut de mention spécifique, le délai fixé à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS s'applique. Aucun paiement supplémentaire ne pourra être demandé à la CNAM par le Titulaire.

## ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE

### 6.1. GENERALITES

Le Titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du présent marché et ce tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à la CNAM et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.



Pour se faire le Titulaire a recours à un acte spécial de sous-traitance. Il peut à ce titre directement utiliser le formulaire type dénommé « DC4 », établi par les ministères de l'économie et des finances et téléchargeable sur le site internet de leur Direction des affaires juridiques<sup>9</sup> :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ou utiliser le document DC4 pré complété tel que joint au dossier de consultation du marché.

#### 6.1.1. DECLARATION PREALABLE : VOLET ACCEPTATION

Deux cas de figure doivent être distingués :

##### Cas n° 1 : Déclaration au moment du dépôt de l'offre :

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Les informations devant être communiquées à la CNAM lorsque la déclaration de sous-traitance est transmise en même temps que l'offre du candidat, sont (conformément à l'article R. 2193-1 du CCP) :

- « La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ».

En sus des pièces susmentionnées, il est précisé que le soumissionnaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant que ce dernier n'est pas placé dans un cas d'exclusion visé par le CCP aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10. La rubrique J1 du DC4 peut directement être complétée afin de satisfaire à cette exigence.

En cas de motif d'exclusion, la CNAM peut exiger le remplacement dudit sous-traitant par un autre opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion (article L. 2141-14 du CCP).

##### Cas n°2 : Déclaration en cours d'exécution du marché :

Les informations devant être communiquées à la CNAM lorsque la déclaration de sous-traitance est transmise en cours d'exécution du marché par le Titulaire sont :

- Les mêmes que celles identifiées ci-dessus (article R. 2193-1 du CCP) ;
- Ainsi que l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant (identifiée en rubrique K du DC4).

##### Précisions quant aux deux cas susmentionnés :

- Le soumissionnaire (sous-entendu si la CNAM en fait la demande durant la phase d'analyse des offres) ou le Titulaire du marché (sous-entendu si la CNAM en fait la demande pendant la

---

<sup>9</sup> En sa dernière version, identifiable en bas de page par les termes : « version code de la commande publique ».

période d'exécution du marché) est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance lorsque ce dernier lui est demandé (article L. 2193-7 du CCP) ;

- Le soumissionnaire (lors de la remise de l'offre) ou le Titulaire du marché est tenu de fournir les précisions et justifications demandées par la CNAM lorsque le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas ;
- Des précisions quant aux capacités peuvent être demandées par la CNAM, le cas échéant.

#### 6.1.2. DROIT AU PAIEMENT DIRECT : VOLET AGREMENT

##### Eligibilité au droit au paiement direct :

Le sous-traitant direct du Titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la CNAM, est payé pour la part du marché dont il assure l'exécution.

Dès lors, deux cas de figure se présentent :

- Soit le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC : les conditions de paiements sont celles prévues par le Code de la commande publique (article CCP, art R. 2193-10) ;
- Soit le contrat de sous-traitance est inférieur au seuil de 600 euros TTC : les conditions de paiements sont celles prévues au Titre III de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 ;

En conséquence de ces dispositions issues des articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du CCP, seul le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct de la part de la CNAM (sous réserves, bien évidemment de fournir une déclaration et les éléments adéquats), en cas de montant égal ou supérieur à celui susmentionné. Les sous-traitants de second rang (sous-traitant du sous-traitant) et énième rang, n'ont pas droit au paiement direct.

Il est spécifié que toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

##### Modalités de mise en œuvre du paiement direct :

Conformément aux articles R. 2193-11 et suivants du CCP, les modalités de mise en œuvre du droit au paiement direct du sous-traitant de premier rang, sont les suivantes :

- 1) Le sous-traitant concerné envoie une demande de paiement au Titulaire du marché, « par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé (article R. 2193-11) ;
- 2) Dans les quinze jours, le Titulaire donne son accord ou notifie son refus, au sous-traitant « et » à la CNAM ;
- 3) À défaut de réaction du Titulaire dans ce délai de quinze jours, les éléments lui ayant été transmis sont réputés avoir été d'office acceptés par lui ;
- 4) Dès que le sous-traitant dispose de la preuve de la réception de sa demande par le Titulaire, « ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire » (article R. 2193-14 du CCP), il adresse sa demande de paiement à la CNAM accompagnée de cette preuve de réception ;
- 5) Une copie des factures du sous-traitant est adressée par la CNAM au Titulaire ;
- 6) La CNAM informe le titulaire de tous les paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- 7) Les factures déposées par le sous-traitant sur Chorus Pro (facturation électronique) font que le Titulaire dispose de quinze jours pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce site.

#### 6.1.3. DECISION D'ACCEPTATION OU DE REFUS

La décision de la CNAM se traduit par :

- La signature de la déclaration de sous-traitance (DC4), aux côtés du Titulaire et de son sous-traitant ;
- Ou elle se traduit par la notification écrite d'un refus d'accepter et/ou d'agréer ledit sous-traitant, avec indication des motifs de ce rejet. Les motifs peuvent être :
  - o Le cas d'un sous-traitant tombant sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
  - o Des capacités insuffisantes du sous-traitant pour exécuter le marché eu égard aux critères et exigences de qualité qui ont prévalu au choix du Titulaire ;
  - o Un montant de la sous-traitance anormalement bas au regard de l'étendue des missions sous-traitées et des termes financiers du marché ;
  - o L'existence d'un nantissement ou d'une cession de créance faisant obstacle au paiement direct d'un sous-traitant ;
  - o Une part déclarée comme sous-traitée, s'avérant être trop élevée au regard du volet financier restant au Titulaire du marché ;
  - o Etc.

#### 6.1.4. MODIFICATION D'UNE SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION

La modification peut être entreprise par l'établissement d'un acte modificatif de la déclaration de sous-traitance ou par l'établissement d'une nouvelle déclaration. Cas échéant, il est précisé qu'il s'ensuivra à chaque modification, une nouvelle validation par la CNAM.

S'agissant des modalités de modification de « l'exemplaire unique » et du « certificat de cessibilité » en cas de prestations confiées à un sous-traitant admis au paiement direct (art. R. 2193-5 à R. 2193-8) :

- Si le Titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, il doit demander à la CNAM, la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ;
- Si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le Titulaire justifie soit que ces créances sont d'un montant tel que cela ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que leur montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Toute modification de la répartition des prestations (donc des montants à payer) entre le Titulaire et les sous-traitants, nécessite une modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité. À défaut, la CNAM peut rejeter l'agrément du sous-traitant.

## 6.2. PRECISIONS LIEES A LA SOUS-TRAITANCE

### 6.2.1. BONNE GESTION GENERALE DE LA SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire veille à faire preuve d'un maximum de prévention vis-à-vis de la CNAM, en tenant notamment compte du temps de validation nécessaire à ces demandes de déclaration aux fins notamment de ne pas impacter la continuité de service et l'obligation de résultat à laquelle il est tenu (en déclarant notamment tardivement toute sous-traitance préalablement identifiable).

Le Titulaire veille à ne proposer à la déclaration que des cas de sous-traitance strictement nécessaires à l'exécution de ses prestations. Et ce notamment afin de ne pas faire intervenir un personnel potentiellement surnuméraire par rapport à ses propres agents et leurs champs de compétence.

Conformément au CCTP, il est spécifié que le Titulaire veillera en exécution à assurer la bonne tenue d'un *listing* des opérations sous-traitées, avec pour chacune leurs justifications et les précisions utiles dans le cadre notamment de la tenue du rapport mensuel d'exploitation.

De manière générale, toutes les obligations relatives aux règles générales de sécurité, plan de prévention, règlement intérieur considéré, protocole de sécurité etc., s'imposent aux sous-traitants dans l'exécution des prestations (conformément aux dispositions du CCTP).

Le Titulaire est responsable de l'exécution des prestations sous-traitées. Il est à ce titre précisé qu'il se devra d'assurer sa présence, cas échéant accompagné physiquement par le sous-traitant considéré, pour toute éventuelle demande de réunion de la CNAM qui s'avèrerait strictement nécessaires à l'exécution des prestations considérées (en cas notamment d'irrespects de certaines obligations ou de défaillances du sous-traitant relevées par la CNAM et n'ayant pas l'objet d'une intervention du Titulaire dans sa gestion générale des prestations).

#### 6.2.2. POSSIBILITES DE RECOURS A CERTAINES SOUS-TRAITANCES SPECIFIQUES :

Il est précisé qu'il peut être fait appel à un sous-traitant constructeur, à un sous-traitant qui dispose d'une certification de la part d'un constructeur ou à un sous-traitant spécialisé dans la maintenance d'un équipement lorsque le Titulaire ne dispose pas de la compétence en interne pour réaliser certaines prestations :

- Dans le premier cas, le Titulaire justifie du recours à un sous-traitant certifié par le constructeur en fournissant la/les certification(s) nécessaire(s) à la réalisation des prestations ;
- Le recours à un sous-traitant spécialisé se fait après accord express de la CNAM. Le sous-traitant spécialisé se définit à titre d'exemple pour la maintenance d'un onduleur, comme un intervenant maîtrisant l'installation, le réglage et le paramétrage des cartes électroniques permettant le fonctionnement d'un ensemble fonctionnel ou de l'équipement. Ce dernier opère dans le cadre d'une certification constructeur ou réglementaire ou d'un label qui renseigne sur son niveau de qualification.

Dans ces cas de figure il peut être dérogé aux coûts horaires mentionnés à l'annexe financière n°2 sur présentation du(des) devis nécessaire(s).

#### 6.2.3. PRECISIONS QUANT A LA FACTURATION DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

- Concernant la main d'œuvre sous-traitée :

Il est spécifié que le coût horaire applicable aux prestations sous-traitées est identique aux coûts horaires mentionnés à l'annexe financière n°2 à l'AE, à l'exception des cas précisés *supra*.

Il est également spécifié que l'ensemble des coûts liés à la recherche, la qualification, la contractualisation, le suivi et l'accompagnement sur le chantier, la réception et la constitution des documents associés du sous-traitant est inclus dans le prix forfaitaire du marché. A ce titre le Titulaire ne peut prétendre à aucune rémunération complémentaire.

Les éventuels frais de déplacement du sous-traitant peuvent faire l'objet d'une facturation, ils ne sont néanmoins pas soumis au coefficient de majoration.

- Concernant la fourniture de pièces détachées et/ou d'équipements :

La fourniture associée à la prestation sous-traitée peut le cas échéant être soumise au coefficient de majoration mentionné à l'annexe financière n°2 de l'AE.

#### 6.2.4. PRECISIONS QUANT AUX POSSIBILITES DE DECLARATION EN FONCTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES OU UNITAIRES

- Concernant la sous-traitance de prestations incluent au forfait : Le Titulaire peut procéder à une déclaration de sous-traitance en émettant une déclaration annuelle qui provisionne le montant relatif à la maintenance prévue au forfait pour le domaine technique concerné. Le montant déclaré est soustrait du montant forfaitaire du Titulaire. Il convient que le sous-traitant facture sa prestation au même rythme que le Titulaire. Le paiement de prestations sous-traitées dans le cadre du forfait ne donne pas lieu à l'application du coefficient de majoration relatif aux prestations sous-traitées. Cette déclaration s'effectue dès la notification du marché puis à un rythme annuel.
- Concernant la sous-traitance des prestations sur commande : Le Titulaire peut procéder à une déclaration de sous-traitance en émettant une DC4 annuelle qui provisionne le montant relatif aux prestations qu'il est prévu de réaliser sur commande dans l'année. Les factures émises par le sous-traitant dans le cadre des prestations sur commandes seront alors imputées sur ce montant.

## **ARTICLE 7. CESSION DU MARCHÉ**

Le Titulaire ne peut, à peine de résiliation dans les conditions prévues au CCAG, céder totalement ou partiellement ses droits et obligations qu'il tient du marché sans avoir obtenu l'agrément préalable et exprès de la CNAM.

Sous réserve de l'accord précité, le cessionnaire sera entièrement subrogé au Titulaire dans les droits et obligations résultant du marché. Dans l'hypothèse où la cession interviendrait sans autorisation, la CNAM peut prononcer la résiliation du marché, aux torts du Titulaire.

## **ARTICLE 8. CONFIDENTIALITE - RGPD**

### **8.1. CONFIDENTIALITE**

Le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CNAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CNAM en faveur du Titulaire.

### **8.2. OBLIGATIONS AFFILIEES**

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution du marché :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CNAM et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent marché ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Procéder à la destruction, en fin de marché, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

### **8.3. RESPONSABILITE / DOMMAGES ET INTERETS EN CAS D'IRRESPECT**

La CNAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, la CNAM se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

### **8.4. LIMITES DE RESPONSABILITE**

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il doit le notifier à la CNAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné.

A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

### **8.5. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES**

L'exécution du présent marché peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CNAM au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles

(Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Est qualifiée de sous-traitant au sens du RGPD « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (article 4 RGPD).

Or, le Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018 fixe de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (article 28 et s. RGPD) :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CNAM, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la CNAM ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à la CNAM, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CNAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CNAM de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer la CNAM de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la CNAM, dans les meilleurs délais, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (article 33 RGPD) <sup>10</sup> ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CNAM (article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CNAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CNAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la CNAM et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CNAM (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de la CNAM, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la

---

<sup>10</sup> Il est convenu entre la CNAM et le Titulaire que toutes les interventions qui seront effectuées par ce dernier auront lieu sous couvert de l'anonymisation des données grâce à des scripts fournis par ledit Titulaire et que la CNAM s'engage à utiliser.



protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (article 37 RGPD).

De son côté, tout au long du marché, la CNAM s'engage à :

- Transmettre ses instructions de manière documentée ;
- Sans préjudice du devoir de conseil du Titulaire, vérifier que chacune de ses instructions est licite au regard de la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ;
- Répondre aux demandes du Titulaire et lui transmettre sans délai toute information ou document dont le Titulaire aurait besoin pour maintenir sa conformité à la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ou répondre à toute requête provenant d'une autorité de contrôle ;
- Communiquer au Titulaire, dès la signature du présent marché, l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données ; en cas de changement, en informer le Titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données ;
- Informer le Titulaire immédiatement de toute requête, audit ou contrôle déclenché par une autorité de contrôle qui concernerait ou impliquerait, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, le Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et inspections auprès du Titulaire suivant les conditions prévues au présent article ;
- Notifier à l'autorité de contrôle concernée toute violation de données à caractère personnel dans un délai de soixante-douze (72) heures, à compter de sa prise de connaissance d'un tel événement, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées ;
- Conduire une analyse d'impact sur la vie privée, pour tous les traitements de données à caractère personnel susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, et pour les types d'opérations de traitement listés par l'autorité de contrôle conformément à l'article 35 du Règlement.

Modalités de réalisation d'un audit RGPD hors audit déclenché par une autorité de contrôle :

- Au maximum, un audit par an pourra être conduit afin de vérifier que le Titulaire est en conformité avec les obligations du RGPD ;
- En cas de demande de la CNAM de réalisation d'un audit, le Titulaire sera informé au minimum dix (10) jours ouvrés avant sa réalisation ;
- Cet audit pourra être assuré par la CNAM ou un auditeur tiers non concurrent du Titulaire. Si un auditeur tiers a la charge de l'audit, il sera conduit aux frais exclusifs de la CNAM et soumis à un engagement de confidentialité.

## **ARTICLE 9. OBLIGATIONS DE LA CNAM**

La CNAM s'engage à fournir dans les plus brefs délais au Titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre la bonne mise en œuvre de prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé.

Il reste entendu que le Titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un bon de commande liée à un manque de diligence de la CNAM

## **ARTICLE 10. OBLIGATIONS GENERALES ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

Le Titulaire s'engage conformément aux termes du marché (comprenant les prescriptions du CCTP et ses annexes) à :



- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- Assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie ;
- Se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;
- Faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans l'immeuble ;
- Restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché.

## **ARTICLE 11. OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION**

De manière générale, le Titulaire doit informer la CNAM de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler à la CNAM, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai la CNAM. Il appartient à cette dernière de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le Titulaire doit assistance soit :

- Par téléphone pour tout complément d'information ;
- Lors de réunions provoquées par la CNAM si nécessaire (en sus de celles identifiées) ;
- En transmettant à la CNAM les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité ;
- En proposant à la CNAM de nouvelles dispositions en termes de conduite ou de travaux afin d'optimiser les consommations en fluides énergétiques ;
- De manière générale en fournissant les éléments nécessaires à la mise en place d'améliorations, proposé notamment dans la mise en place du plan progrès.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le Titulaire d'assurer les prestations définies au marché. Dans la mesure où il est défaillant pour quelque raison que ce soit, la CNAM peut faire appel à toute autre forme de service, aux frais du Titulaire.

## **ARTICLE 12. GARANTIES**

### **12.1. PERIODE DE GARANTIE**

Les équipements installés et/ou fournis par le Titulaire dans le cadre du présent marché ont une garantie minimale de 12 mois pièces et main d'œuvre incluses.

La garantie débute à compter de la date de réception de l'équipement inscrite sur le PV de réception.

Le Titulaire informe la CNAM des dates d'expiration des garanties et l'assiste en cas de visite contradictoire.

## **12.2. MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS SOUS-GARANTIE**

Le Titulaire assure la maintenance préventive pendant la période de garantie :

- Des équipements renouvelés/ajoutés en cours de marché (installés par le Titulaire ou par un tiers<sup>11</sup>) ;
- Des équipements sous garanties au lancement du marché.

Le Titulaire assure la maintenance corrective de ces équipements dans les conditions de l'article ci-dessous.

## **12.3. DEFAILLANCE DES EQUIPEMENTS SOUS GARANTIE**

En cas de défaillance sur les équipements mentionnés ci-dessus ou de désordres sur des ouvrages durant leur période de garantie (parfait achèvement, biennale, décennale, constructeur, bon fonctionnement), le Titulaire assure :

- Un diagnostic déterminant l'origine du défaut et établissant la responsabilité technique d'un ou plusieurs intervenants ;
- Les mesures conservatoires nécessaires et la mise en service des équipements de remplacement ou de secours éventuels, toutes les démarches demandées par la CNAM pour préserver ses droits nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable. Le Titulaire prend soin de faire en sorte que ces interventions ne soient pas de nature à entraîner la déchéance des garanties légales ou contractuelles sous peine d'être tenu pour responsable des conséquences sauf en cas de mise en sécurité du personnel ou des biens ou de demandes écrites de la CNAM ;
- Le suivi de toutes les interventions relatives au désordre, des réparations définitives et de la réception.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle le Titulaire est obligé.

## **ARTICLE 13. SUIVI DE LA MAINTENANCE**

Le Titulaire doit se soumettre à l'organisation de suivi de la maintenance que le CNAM mettra en place.

Cette organisation a pour objet de contrôler :

- o La bonne exécution des prestations contractuelles ;
- o Le suivi des travaux de dépannages et des réparations ;
- o Le suivi historique de la vie du matériel ;
- o Le suivi des consommations et du fonctionnement des installations ;
- o Le suivi des interventions planifiées ;
- o etc.

Dans ce cadre, le Titulaire met en place et tient à jour l'ensemble des documents contractuels énoncés dans le marché. Il diffuse systématiquement à la CNAM, et sans que celui-ci soit tenu de lui en faire la demande, tous les documents périodiques de suivi qui sont à sa charge.

---

<sup>11</sup> Dans le cadre de l'article « modification des installations » du CCTP.

Ces documents servent de support aux réunions d'exploitation.

#### **ARTICLE 14. ASSURANCES**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CNAM et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant de la CNAM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Si le Titulaire ne produit pas cette attestation, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS (notamment à l'article 41).

Le Titulaire s'engage à avertir la CNAM de tout changement d'assureur en cours d'exécution du marché, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation d'assurance couvrant les mêmes risques.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les Titulaires doivent fournir, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Le Titulaire s'engage à avertir la CNAM de tout changement d'assureur en cours d'exécution du marché, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation d'assurance couvrant les mêmes risques.

#### **ARTICLE 15. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas d'interruption des prestations incombant au Titulaire, la CNAM est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du Titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer le fonctionnement normal des installations.

La CNAM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

#### **ARTICLE 16. CONTROLE**

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Ces vérifications peuvent revêtir soit la forme de visites du site, soit la forme d'essais de fonctionnement.

En cas de désaccord sur le constat des vérifications celles-ci pourront être exécutées avec l'assistance d'un organisme extérieur spécialisé dont la rémunération est prise en charge par le demandeur. Si cet organisme extérieur est choisi par le Titulaire, il doit obéir aux règles sur la sous-traitance.

Le Titulaire communique à la CNAM les documents de conduite et de maintenance définis au CCTP que celui-ci estime nécessaires.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci, sans bien sûr en perturber le déroulement. Elles portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Le Titulaire met à disposition de la CNAM le personnel nécessaire à l'opération de contrôle. Ces moyens sont inclus au prix global et forfaitaire du marché.

Si une de ces vérifications contradictoires révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné. Cet arrêt est considéré comme une panne. Les délais de dépannage et de remise en service courent à partir de la mise à l'arrêt.

## **ARTICLE 17. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (LOT N°1)**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est fait application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, en incluant dans le marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le Titulaire doit ainsi réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause est applicable au lot 1 du présent marché.

### **17.1. PUBLICS VISES**

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2<sup>ème</sup> chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

### 17.2. VOLUME HORAIRE

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

- Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché : **1170 heures.**

-

### 17.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

### 17.4. DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences  
Adel AATALLA  
Chargé de projet clauses sociales et relation entreprises  
adel.aatalla@epec.paris / 07 48 88 34 91

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

#### **17.5. LES MODALITES DE CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

adel.aatalla@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché

#### **ARTICLE 18. DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE**

La CNAM cherche à atteindre un bon niveau de performance environnementale en maîtrisant les impacts de son activité sur l'environnement.

Aussi, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre une véritable politique de préservation de l'environnement, dans la mesure où :

- Il contribue, de par sa propre activité, à l'impact de l'activité de la CNAM sur l'environnement ;
- Il gère certains ouvrages et installations de la CNAM et peut, en proposant toute mesure d'amélioration de performances environnementales de ceux-ci, contribuer à l'atteinte des objectifs de la CNAM.

Le Titulaire doit faire preuve de compétences environnementales suffisantes pour identifier, parmi les opérations qu'il réalise, celles qui sont associées à des impacts environnementaux significatifs et améliorer de manière continue ces impacts.

Notamment :

- Le Titulaire s'attache à améliorer globalement la consommation d'énergie, d'eau etc. des installations et ouvrages dont il a la charge ;
- Lors de remplacements de matériel, le Titulaire s'attache à proposer des équipements réduisant les impacts environnementaux (équipements faiblement consommateurs de ressources naturelles au stade de la conception et de l'utilisation, équipements faiblement générateurs de déchets, équipements de durée de vie importante etc.) ;
- Le Titulaire sélectionne des produits et consommables respectueux de l'environnement, de par leur mode de fabrication et des matériaux utilisés ;
- Le Titulaire traite les déchets qu'il génère selon des filières de valorisation appropriées et complète, pour les lots concernés, le registre des déchets.

Plus largement, le Titulaire devra s'efforcer, sur site et/ou en amont du site de préserver l'environnement par les mesures d'ordres suivantes :

- La composition du parc automobile dédié (perspectives d'achat de véhicules plus vertueux) ;
- L'optimisation de la performance énergétique du site.

Dans son cadre de mémoire technique, le Titulaire fournira les engagements qu'il prendra dans le cadre du marché sur l'ensemble des points cités ci-dessus et pourra proposer des mesures complémentaires.

## **ARTICLE 19. PRIX**

### **19.1. FORME DES PRIX DU MARCHÉ**

Le présent marché comprend des prix forfaitaires et unitaires pour chacun de ses lots.

Ils sont exprimés en euros (€), HT et TTC, avec indication du taux de TVA applicable au sein des annexes financières à l'acte d'engagement :

- Annexe n°1 DPGF (pour les prestations forfaitaires indiquées à l'article 19.2.1 ci-dessous) ;
- Annexe n°2 BPU (pour les prestations à prix unitaires exécutés par bons de commande, indiquées à l'article 19.2.2 ci-dessous).

Les prix sont fermes et définitifs au cours de la première année, puis révisables.

### **19.2. REMUNERATION DES PRESTATIONS**

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments liés à la réalisation des maintenances et prestations affiliées, telles que détaillées au sein du CCTP et ses annexes dans l'établissement de ses prix.

#### **19.2.1. PRESTATIONS AU FORFAIT :**

La part forfaitaire comprend l'ensemble des prestations qui y sont intégrées, telles qu'identifiées dans les pièces du marché (D.P.G.F, C.C.T.P et ses annexes). Elle comprend notamment et principalement

les prestations d'exploitation, de maintenance préventive et de maintenance corrective (articles 3.17 à 3.19 du CCTP).

Dans leur ensemble, les prix compris dans le forfait sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, et autres frais indiqués aux articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-FCS, en sus des précisions indiquées ci-dessous.

Les prix comprennent toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais :

- De fournitures, manutention et de transport ;
- De consommables et petites fournitures (article 3.23.2 du CCTP) ;
- Pièces détachées/de rechange (inférieures (<) à 250 euros HT, toutes remises fournisseurs déduites) ;
- D'établissement et de réunions éventuels ;
- De rédaction/modification de document, de devis<sup>12</sup> ;
- De livrables attendus pour l'exécution des prestations détaillées au CCTP ;
- De l'ensemble des coûts liés à : la recherche, la qualification, la contractualisation, le suivi et l'accompagnement sur le chantier, la réception et la constitution des documents associés du sous-traitant<sup>13</sup> ;
- De l'ensemble des frais de coordination et de contrôle des sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs éventuelles défaillances ;
- De droits pouvant frapper les fournitures, les faux frais, les impôts, les assurances, ainsi que les frais généraux et le bénéfice du Titulaire ;
- Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, toutes les livraisons « de fournitures, de consommables ou d'accessoires [...] et le nettoyage extérieur [...] matériel prévues par le marché » du matériel nécessaire à l'exécution des prestations forfaitaires sont également à la charge du Titulaire ;
- Etc.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune rémunération complémentaire en sus des frais découlant de l'exécution des prestations.

#### 19.2.2. PRESTATIONS UNITAIRES (A BONS DE COMMANDE) :

Ces prestations désignent les prestations réalisées à la demande expresse de la CNAM, faisant l'objet de bons de commande, rémunérées sur la base du « Bordereau Des prix Unitaires » BPU, à l'annexe n°2 de l'AE ou cas échéant sur devis.

Les prix issus des bons de commande sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, et autres frais indiqués aux articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-FCS, en sus des précisions indiquées ci-dessous.

Les prestations à commande couvrent :

- Les achats de pièces, de pièces détachées/de rechange<sup>14</sup> dont le prix unitaire est supérieur ou égal (≥) à 250 € HT ;

<sup>12</sup> Y compris dans le cadre de prestations sous-traitées.

<sup>13</sup> La liste n'est pas exhaustive.

<sup>14</sup> Les pièces de rechange désignent tout « bien destiné à remplacer un bien correspondant en vue de rétablir la fonction requise d'origine » (norme AFNOR FDX 60-000). Se reporter au CCTP pour plus de détail.



- La location éventuelle d'équipements en attente de remise en état ou de remplacement d'un équipement en cours de maintenance<sup>15</sup> ;
- Dans l'éventualité où aucune pièce n'est fournie, le bon de commande peut comprendre uniquement la main d'œuvre afin de réaliser par exemple des prestations de type<sup>1617</sup> :
  - Le dégorgement de réseaux EU/EV/EP au-delà de 300 mm de diamètre;
  - Inspection télévisuelle de réseaux EU/EV/EP ;
  - Bio curage de réseaux EU/EV/EP ;
  - Paramétrage de logiciel de GTB/imagerie ;
  - Travaux d'études et dimensionnements ;
  - Etc.
- Les maintenances règlementaires des équipements dont la fréquence dépasse 4 ans ;
- Les prestations et travaux éventuels de mise en conformité ;
- Les prestations en heures décalées pour des besoins de service (hormis celles qui sont prévisibles dans le cadre d'une bonne planification de la maintenance comme les coupures électriques, les essais de centrale anti intrusion, système de protection incendie et désenfumage etc.) ;
- L'achat de pièces détachées pour la constitution d'un stock en vue d'optimiser les délais de remplacement et de réparation en cas de survenance de panne.

Dans les cas prévus, le temps passé à l'exécution des prestations sera constaté contradictoirement et réglé aux taux horaires figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Dans l'éventualité où le temps passé à réaliser la prestation est supérieur au devis initial, justifié par un aléa non imputable au Titulaire, ce dernier devra le signaler en cours d'exécution et présenter un devis complémentaire qui devra être expressément accepté par la CNAM.

Les fournitures dont le prix est supérieur ou égal à 250 € HT seront payées à prix de factures authentiques établies à prix licites, hors taxe, après application de la remise consentie par le fournisseur et cas échéant éventuellement majorées du coefficient indiqué en annexe 2 de l'AE.

### 19.3. REVISION DES PRIX

#### - VARIATION DES PRIX ET FORMULE DE VARIATION :

Les prix sont fermes pour la première année, révisable pour les années (N) suivantes.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (M0) (correspondant à la date d'établissement du prix initial à la date de remise de l'offre par le Titulaire, conformément à l'article 10.2.4 du CCAF-FCS).

Les prix sont révisés une fois par an, à la hausse ou à la baisse, à la date anniversaire du marché de l'année N, pour la période de reconduction concernée.

<sup>15</sup> La location de certains équipements/matériels nécessaires afin de faire face, de façon transitoire, à de potentielles circonstances imprévues dans leur nature ou dans leur ampleur (pouvant concerner : la location de groupes froids ou de groupes électrogènes pour une période donnée, selon l'urgence et le besoin : à la journée, la semaine, au mois ou toute autre durée en adéquation avec les circonstances imprévues). A titre d'exemple cela pourrait concerner la location d'un équipement pour pallier à l'indisponibilité d'un matériel en cours de réparation et/ou de remplacement.

<sup>16</sup> La liste n'est pas exhaustive. Il est précisé que pour une commande de métiers inscrits à cet article et non référencés au BPU (annexe financière n°2 de l'Acte d'Engagement) il pourra être dérogé aux prix du BPU par le biais de devis.

Le Titulaire est à l'initiative de cette révision. Il adressera sa proposition de révision de prix accompagnée des éléments de calculs utilisés à la date anniversaire de l'année N (soit janvier de l'année N) au plus tard le 15 mars de l'année N.

La révision se fait par application de la formule suivante :

- **FORMULE :**

La révision se fait par application de la formule suivante :

$$P = PoA (0.20 + 0.50 [ICHT - IME] / [ICHT - IMEo] + 0.30 [FSD1 / FSD1o])$$

Dans laquelle :

- P= prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N ;
- PoA = prix initial pour les prestations de l'année de notification du marché ;
- ICHT - IME = valeur au mois de référence de l'année N de l'indice du coût horaire du travail tous salariés, dernier indice connu et publié à la date de révision ;
- ICHT - IMEo = valeur de l'indice ICHT - IME au mois « mois zéro » ;
- FSD1 = valeur au mois de référence de l'année N de l'indice des frais et services divers catégorie 1,
- dernier indice connu et publié à la date de révision ;
- FSD1o = valeur de l'indice FSD1 au mois « mois zéro ».
- 

Il ne sera procédé à aucune révision provisoire.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG FCS.

Si un indice cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, la CNAM se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice.

- **CLAUDE DE SAUVEGARDE**

Lorsque l'application de la formule de révision de prix ci-dessus énumérée fait apparaître une variation de prix d'au moins 5 % d'une année sur l'autre, les parties conviennent de se rencontrer pour se mettre d'accord sur son éventuel réajustement.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exécution des prestations.

Si les parties n'arrivaient pas à un accord, la CNAM se réserve le droit de résilier le marché sans que le TITULAIRE puisse prétendre à indemnité

## **ARTICLE 20. CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **20.1. AVANCE**

Sauf renonciation expresse dûment exprimée dans l'acte d'engagement, il sera versé une avance au Titulaire conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à -19 du CCP.

Le cas échéant, cette avance sera mandatée au Titulaire dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du marché.

Dans le cadre du forfait, le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Conformément à l'article R. 2191-16 du CCP, une avance peut également être accordée au Titulaire pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le Titulaire, ou en cas de groupement, chaque membre du groupement, peut refuser le versement de l'avance dans l'acte d'engagement (AE). Ce refus doit être expressément indiqué à l'AE. En l'absence d'indication, l'avance est considérée comme acceptée.

Le montant de l'avance est égal à 10 % :

- Du montant TTC du bon de commande si la durée d'exécution prévue est inférieure ou égale à 12 mois ;
- D'une somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée en mois, si la durée d'exécution est supérieure à 12 mois.

Conformément au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article R. 2191-7 du CCP, le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

## 20.2. ACOMPTES

Le Titulaire bénéficie du versement d'un acompte, par rapport au bon de commande concerné, pour toute prestation dont le délai de réalisation serait supérieur à 3 mois.

La périodicité de versement des acomptes est tous les mois, pour autant que les prestations aient donné lieu à un commencement d'exécution en application des articles R. 2191-22 et L. 2191-4 du CCP.

L'acompte ne devra en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le versement de l'acompte implique la présentation de toute pièce, demandée par la CNAM, justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées. De plus, afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le Titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par la CNAM.

La CNAM, qui est chargée de la passation des bons de commande, contrôle l'exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes.

La totalité des acomptes ne peut dépasser 80% du montant total de la prestation commandée, en rapport avec le bon de commande considéré. Le montant des acomptes est diminué du montant éventuel de l'avance.

Le retard ou le défaut de versement de l'acompte n'autorise pas le Titulaire à arrêter l'exécution de ses prestations.

Le règlement de tout acompte dû au Titulaire n'ayant pas le caractère d'un paiement définitif, ce dernier en reste débiteur jusqu'à la décision de réception de la prestation concernée.

Le solde du montant sera versé par la CNAM sur présentation d'une facture accompagnée du procès-verbal de réception prévu au présent marché et signé par parties.

### 20.3. ÉCHELONNEMENT DES PAIEMENTS

#### - PRESTATIONS FORFAITAIRES :

Les prestations forfaitaires sont réglées mensuellement à terme échu. Le montant des règlements correspond au douzième du montant forfaitaire annuel figurant à l'Acte d'Engagement.

Seront déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP.

Les prestations sont payables après l'apposition sur la facture de la mention « service fait ». Cette mention est apposée par la CNAM.

Il est établi mensuellement une facture par site pour le montant de la partie forfaitaire lui incombant.

#### - PRESTATIONS UNITAIRES :

Les prestations à commande sont réglées sur présentation de factures établies après exécution des prestations définies dans un devis préalablement accepté, accompagné du bon de commande correspondant.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation séparée, du forfait mensuel et des autres bons de commande passés sur le mois.

Le paiement de l'ensemble d'une commande est considéré comme paiement définitif.

Les prestations sont payables après l'apposition sur la facture de la mention « service fait ». Cette mention est apposée par la CNAM.

### 20.4. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

#### - MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

En application des dispositions des articles L. 2192-1 et suivants, D. 2192-1 et suivants, R. 2192-3 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, La CNAM informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CNAM informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNAM en tant que destinataire de la facture : 18003502402369 ;
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE ;

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro de marché tel qu'il figure sur l'Acte d'Engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

- Mentions devant figurer sur les factures :

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Nom et adresse du destinataire ;
- Le numéro du présent marché ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'Acte d'Engagement ;
- La date d'émission de la facture ;
- Les prestations effectuées ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

- Modalités de règlement :

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CNAM se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiquer, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CNAM règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CNAM des prestations dans les conditions prévues au marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CNAM en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire : les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes,

en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

## **ARTICLE 21. CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R. 2194-1 du CCP, il est précisé que le marché pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution sur la base de clauses de réexamen identifiées *infra*, pour le(s) lot(s) considéré(s) en fonction des besoins de la CNAM, sans pour autant que ces modifications impliquent de changer la nature globale dudit marché.

Les modifications pourront concerner :

- L'ajout, la suppression d'un ou de plusieurs bâtiments dans le périmètre géographique du marché<sup>18</sup> ;
- La modification de la surface des bâtiments, de la consistance des installations, équipements, matériels exploités et/ou maintenus, qui nécessiteraient dès lors la modification des prix concernés ;
- L'intégration, dans le périmètre du marché considéré, de prestations liées à de nouveaux équipements, ouvrages et/ou Installations liées à des mesures de transition énergétique proposées par le Titulaire dans le cadre du plan progrès et/ou demandées par la CNAM suite à un audit énergétique ;
- L'acquisition de certains équipements critique ou stratégique qui pourrait impacter la continuité de service du site considéré ;
- Dans l'éventualité où la CNAM déciderait de réaliser un projet d'énergie renouvelable sur un ou plusieurs bâtiments, le Titulaire ne pourra s'y opposer et fera ses meilleurs efforts pour accompagner la CNAM dans ce projet, dans les limites de l'objet des prestations prévues par le marché. Si des modifications du périmètre du marché sont nécessaires, un ajustement des prix du marché sur la base des prix identifiés en annexes financières sera à cette fin réalisé ;
- Dans le prolongement de ce qui précède, la présente clause de réexamen pourra également avoir pour éventuel effet, en cours d'exécution, la mise en place, après concertation avec le Titulaire, d'un dispositif de CEE (Certificat d'Economie d'Energie) introduit par la loi n° 2005-781 de « Programmation fixant les Orientations de la Politique Energétique » du 13 juillet 2005. Auquel cas, le Titulaire appuiera la CNAM dans cette mise en place, en fonction notamment de l'identification des fiches d'opérations standardisées d'économie d'énergie concernées par les prestations et ouvrant droit à la réclamation de CEE. Selon le mode de conventionnement retenu, la CNAM pourra, cas échéant, céder la totalité de ses droits à réclamation des CEE au bénéfice du Titulaire, auquel cas le Titulaire pourra en contrepartie faire bénéficier la CNAM d'une moins-value financière ;
- La mise en place d'éventuels plans et mesures d'optimisation et d'amélioration des maintenances préventives et délais d'exécution affiliés, le cas échéant éventuellement proposés par le Titulaire dans le cadre du plan progrès ;
- Le remplacement du Titulaire initial par un nouveau Titulaire en cours d'exécution : Le Titulaire du lot considéré pourra proposer à la CNAM la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le

<sup>18</sup> A titre d'exemple, il pourra être étudié la possibilité de rattacher un nouveau site sur un des lots concernés par l'appel d'offres. Ce site pourra notamment être situé dans une ville distante d'un des lots concernés par l'appel d'offres.

remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité ;
- Cession de contrat ;
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles ;

La CNAM vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire ;

- A l'issue de cet examen, la CNAM acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution ;
- Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce ;
- Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de la CNAM sur la substitution : dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement. Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute ;

Par dérogation partielle à l'article 25 du CCAG-FCS, il est précisé la possibilité de mettre œuvre les éventuelles modifications susmentionnées par voie d'avenant, ou en fonction de l'urgence directement par voie d'Ordre de Service (OS), éventuellement contre signé par le Titulaire, valant ainsi avenant (tout OS pouvant en cas de besoin être régularisé à posteriori par voie d'avenant).

Les parties pourront se rencontrer afin de convenir des modifications aux conditions d'exécution du marché résultant de l'intégration de ces clauses de réexamen. Ces Prestations devront être intégrées par le Titulaire sur la base et en cohérence avec les prix issus des annexes financières au marché considéré.

Les modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par ces circonstances ou éventuelles modifications pré identifiées, seront établies sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire.

Le Titulaire compte tenu de son obligation de conseil est tenu de proposer en temps utile, en fonction de la complexité des cas, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à la CNAM d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

## **ARTICLE 22. PLANS PROGRES**

Le Titulaire s'engage à remettre un plan progrès annuel à la CNAM. Le premier plan progrès devant être remis antérieurement au 15 janvier de la deuxième année.

Ces plans de progrès doivent déboucher :

- Sur un programme d'amélioration de l'utilisation des énergies et fluides conduisant à la réduction des consommations ;
- Sur les adaptations de l'organisation interne de la société quant à ses prestations, afin d'accroître la qualité du service rendu et la satisfaction des occupants ;



- Sur l'optimisation de la gestion des stocks et l'optimisation de la gestion des équipements notamment identifiés comme stratégique

## **ARTICLE 23. PENALITES**

Le marché peut faire l'objet des pénalités détaillées ci-dessous.

Sauf indication contraire, chacune de ces pénalités est applicable sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable du Titulaire (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS).

### **23.1 PENALITE POUR NON REMPLACEMENT D'UN INTERLOCUTEUR**

Lorsque le Titulaire ne procède pas au remplacement de l'interlocuteur référent/responsable du site, de l'un des agents de l'équipe, conformément aux termes du marché (non remplacement à qualifications, expériences équivalentes etc.), également suite à récusation de l'intervenant par la CNAM, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable :

- Une pénalité, d'un montant forfaitaire de 500 euros dans le cadre de l'interlocuteur unique (non remplacé dans les délais ou dans les conditions prévues au marché) ;
- 200 euros pour les autres intervenants.

Ces pénalités peuvent se voir cumuler par une pénalité de 50 euros par jours de retard.

### **23.2. PENALITES DE RETARD COMMUNE POUR LA REMISE DES LIVRABLES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque la date butoir pour la remise d'un livrable prévu au marché est dépassé (notamment suite à demande expresse de la CNAM, ou identifié dans un bon de commande, un OS ou directement par les prescriptions du CCTP), celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour.

### **23.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE**

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par la CNAM.

### **23.4. LISTING DES PENALITES SPECIFIQUES**

Sans préjudice de la possible application de l'une des pénalités indiquées ci-dessus, la CNAM se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités particulières suivantes en cours d'exécution des prestations :

Thème	Manquement	Pénalités applicables (par principe en jours ou heures calendaires sauf mention contraire identifiées au CCTP)	Observations/**
Maintenance préventive.	Dépassement du délai considéré	100 euros par jour de retard.	Basé sur les dates inscrites en GMAO ou planning dédié ou simple constat.
Maintenance corrective - Délai d'intervention.	Dépassement du délai considéré	100 euros par défaillance et tranche* de retard (une tranche correspond au délai d'intervention indiqué au CCTP). Chaque tranche commencée étant considérée comme entière.	Pour le lot 1 : constat de la non-intervention après le délai imparti et courant à compter de l'inscription de l'OT en GMAO.



Thème	Manquement	Pénalités applicables (par principe en jours ou heures calendaires sauf mention contraire identifiées au CCTP)	Observations/**
			Pour les lots 2 à 10, le calcul du délai d'intervention s'effectue comme suit : Date et heure d'arrivée sur site enregistrée sur le registre des visiteurs (-) date et heure de l'appel téléphonique (ou demande en GMAO) effectué auprès du Titulaire.
Maintenance corrective - Diagnostic	Dépassement du délai considéré	100 euros par jour de retard.	Ecart entre la date de clôture de l'OT ET la date d'inscription de ce même OT.
Maintenance corrective – Réparation définitive /réparation provisoire.	Dépassement du délai	100 euros par tranche* de retard (une tranche correspond au délai de dépannage indiqué au CCTP). Chaque tranche commencée étant considérée comme entière.	Ecart entre la date de clôture de l'OT de réparation définitive / provisoire ou diagnostic ET date d'inscription de ce même OT.
Maintenance corrective - Délai supplémentaire pour remise en état au forfait.	Dépassement du délai.	100 euros par jour de retard.	Ecart entre la date de la remise en état (clôture de l'OT) et la date d'inscription de ce même OT de remise en état.
Maintenance corrective - Délai supplémentaire pour remise en état hors forfait.	Dépassement du délai.	100 euros par jour de retard	Ecart entre la clôture de l'OT signifiant la fin des travaux et la date d'inscription de ce même OT.
Levée de réserve suite à contrôle réglementaire.	Dépassement du délai	100 euros par jour de retard	Date d'inscription de l'OT en GMAO.
Transmission d'un devis ou établissement de corrections, établissement d'un devis modificatif (pour causes notamment : de mauvaise rédaction, erreurs récurrentes, erreurs sur les coefficients appliqués) nécessaires à la mise en place d'un bon de commande, la mise en place d'un OS etc.	Dépassement du délai de transmission d'un devis, défaut de transmission, de modifications nécessaires à l'établissement du devis, etc.	30 euros par jour de retard et cas échéant 100 euros en cas de récidives récurrentes.	Sur constat ou éventuellement sur la base des données GMAO. Dans ce cas conformément à l'écart entre la date de clôture de l'OT de remise du devis et la date d'inscription de ce même OT.
Astreinte.	Non prise en compte, sous 15 minutes, d'un appel.	100 euros par constat	/
Respect de délais particuliers d'exécution liés à un bon de commande, OS ou planning contractuel.	Dépassement.	50 euros par jour de retard	/
Intervention annulée sans accord, retour, ni information préalable auprès de la CNAM.	Irrespect de l'obligation.	300 euros sur constat.	/

Thème	Manquement	Pénalités applicables (par principe en jours ou heures calendaires sauf mention contraire identifiées au CCTP)	Observations/**
Retard dans un état des lieux, tel qu'identifiés au CCTP.	Irrespect de l'obligation.	50 euros par jour de retard.	
Irrespect du plan de prévention.	Irrespect de l'obligation.	100 euros sur constat, éventuellement suivi de 20 euros par jour.	/
Forme des documents, remise des modèles de documents.	Non remise des modèles exigés au CCTP.	100 euros sur constat, éventuellement suivi de 20 euros par jour.	/
Perte ou non remise d'un moyen d'accès.	Irrespect de l'obligation.	50 euros ou pénalité équivalent au montant sur facture de la réédition ou recréation dudit moyen d'accès (clefs incluses).	/
Personnel / Règles d'accessibilité.	1) Non communication à la CNAM, selon les prescriptions et délais imposés, du personnel intervenant (sous-traitants compris) ; 2) Présence de personnel non autorisé ; 3) Inadéquation du personnel avec les tâches à réalisées (non formé, non spécialisé au domaine technique particuliers sur lequel il intervient).	Cas n° 1) : 100 euros par semaine de retard. Cas 2 et 3) : 300 euros par constat, sans préjudice de l'application des dispositions du CCAG pour ce type de cas de figure.	/
Personnel minimum (dans le cadre du lot 1).	Non-respect du personnel minimum durant plus de 8 heures ouvrées. Sur la base de la liste actualisée.	100 euros par tranche de 4 heures ouvrées supplémentaire, chaque tranche commencée étant considérée comme entière.	/
	Non transmission de la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement.	100 euros par semaine de retard excédant le délai.	/
Hygiène, propreté des locaux, gestion des déchets liés aux prestations (traitement des déchets selon les filières adaptées, respect des consignes propres au site).	Irrespect de l'obligation (ex : mauvais état de propreté ou entretien non réalisé dans les locaux lors des prestations, accumulation de déchets, irrespect des exécutoires).	150 euros par constat et cas échéant 50 euros par jour.	/
Tenue à jour des systèmes d'information.	Manquement dans le renseignement et la tenue à jour des outils de gestion des demandes d'intervention et de la GMAO.	50 euros par manquement constaté.	/
Intervention dangereuse non conforme et non autorisée par la CNAM.	Irrespect.	500 euros par constat.	/
Suivi des interventions de maintenance préventive ou corrective sur un équipement ou une installation.	En cas de plantages récurrents d'équipements, à savoir : 2 plantages par jour sur la même installation ou le même système ou 4 par semaine civile ou plus de 8 par mois civil.	50 euros pour chaque plantage/défaillance constatées, augmenté du même montant à chaque nouveau plantage/défaillance de l'installation/l'équipement considéré.	/
Signalement de dysfonctionnements rencontrés lors des prestations.	1) Défaut de signalement ; 2) Retard dans le signalement.	1) 100 euros pas constat ; 2) 50 euros par jour de retard.	/

Thème	Manquement	Pénalités applicables (par principe en jours ou heures calendaires sauf mention contraire identifiées au CCTP)	Observations/**
Absences aux réunions programmées.	Absence du représentant du TITULAIRE aux réunions programmées dont accompagnement de l'organisme de contrôle.	100 euros par personne et par retard ou absence.	/
Tenue vestimentaire, équipements de sécurité etc.	Tenue non conforme aux stipulations du CCTP, à la réglementation ou à l'offre du Titulaire.	100 euros par constat (limite à 1 fois par semaine ouvrée).	/

\*Nota1 : Sur la définition d'une tranche : Comme indiqué supra, les pénalités de retard sur les délais d'intervention et de dépannage s'appliquent par tranche, une tranche correspondant à la durée du délai maximum d'intervention ou de dépannage.

\*\* Nota 2 : Par défaut, les pénalités s'appliquent sur constat et/ou sur la base de tout élément contractuel ou faisant foi.

Il est précisé que si un équipement stratégique, tel qu'identifié en annexe 1 du CCTP, est concerné par l'un des cas de pénalité identifié ci-dessus, le montant de la pénalité en cause pourra être doublé à l'initiative de la CNAM.

### 23.5. PRECISIONS

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-FCS, le marché ne comprend pas de seuil d'exonération de pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAF-FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché pour sa part forfaitaire sur la durée du marché.

La CNAM se réserve la possibilité de ne pas mettre en œuvre tout ou partie des pénalités définies au présent article.

Dans l'hypothèse où un cas de figure serait susceptible de faire l'objet de l'application d'une ou de plusieurs des pénalités susmentionnées, la CNAM se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité la plus forte. Dans l'hypothèse où des défaillances répétées seraient constatées, la CNAM se réserve la possibilité de cumuler certains d'entre elles.

Les montants de pénalités de retard sont décomptés par jour calendaire, sauf mention contraire.

Les pénalités sont fermes sur la durée du marché et pourront notamment être déduites sur le montant des factures.

La répartition des pénalités entre les cotraitants dans le cadre d'un groupement est la suivante :

Dans le cas d'un groupement pour lequel le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. A défaut de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire sans que cette opération n'engage la responsabilité de la CNAM.

### ARTICLE 24. CONTROLES, VERIFICATIONS EVENTUELLES DES PRESTATIONS

La CNAM peut contrôler la conformité des prestations aux spécifications du marché. Le contrôle peut être effectué par la CNAM ou par toute personne mandatée à cet effet dans l'ensemble des sites, de manière impromptue ou non. La CNAM se réserve notamment la faculté de réaliser ou de faire réaliser tout audit ou diagnostic visant à contrôler la bonne exécution des prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à se soumettre et à faciliter la réalisation des contrôles. Il tient à disposition la CNAM tout document susceptible de rendre compte des conditions de fonctionnement du service, notamment les rapports d'activité, d'exploitation, les documents de suivi des tâches et missions des équipes du Titulaire, les référentiels de procédures, les organigrammes, les fiches de poste, ou tout autre document que la CNAM jugerait utile au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à signaler tous défauts identifiés. La CNAM pourra à tout moment accéder aux locaux mis à disposition du Titulaire dans le cadre du marché afin d'effectuer tout contrôle ou vérification quelle jugerait utile. Elle peut signaler un défaut ou une situation constitutive d'un défaut d'exécution de l'une des obligations incombant au Titulaire dans le cadre du marché.

Il est également spécifié que les dispositions relatives au contrôle des prix de revient prévues par les dispositions des articles L. 2196-4 à L. 2196-6 et R. 2196-8 et R. 2196-12 du CCP sont applicables au marché.

Sur demande, le Titulaire communique à la CNAM, à l'issue de chaque année civile, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations.

Le Titulaire s'engage à permettre et à faciliter la vérification éventuelle sur pièces ou sur place de l'exactitude de ces renseignements dans les conditions prévues par les dispositions précitées du Code de la commande publique.

En cas de refus, d'obstruction ou de communication de renseignements erronés, la CNAM peut, après mise en demeure restée sans effet, décider d'appliquer des pénalités. Après nouvelle mise en demeure infructueuse les clauses du CCAG-FCS s'appliquent.

## **ARTICLE 25. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **25.1. TRANSFERT DE MARCHÉ ET MODIFICATION DU STATUT DU TITULAIRE**

- Transfert du marché :

Le Titulaire ne peut céder le présent marché sans autorisation expresse de la CNAM.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du Titulaire et sans indemnité.

- Modification du statut du Titulaire.

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du Titulaire, la CNAM a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le Titulaire ainsi formé doit proposer à la CNAM un avenant entérinant le changement de Titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si la CNAM ne décide pas la résiliation.

### **25.2. RETENUE DE GARANTIE ET REGULARITE FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE**

- Retenue de garantie :

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie.

- Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire du marché remet à la CNAM les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française ;
- En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire du marché remet à la CNAM la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution marché sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la CNAM, à l'adresse suivante :

**<http://www.e-attestations.fr>**

En cas de non remise desdits documents, la CNAM peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire concerné.

## **ARTICLE 26. LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Conformément à l'article 46.1 à 46.5 du CCAG-FCS, la CNAM et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché

Le règlement des différends entre les parties se faisant conformément à l'article susmentionné.

En cas de persistance du différend, la CNAM et/ou le Titulaire peut recourir soit à une transaction, conformément aux articles L. 2197-5 du Code de la commande publique et 2044 du Code civil.

En cas d'échec de la conciliation amiable, le tribunal compétent pour traiter les litiges nés de l'exécution du présent marché est :

Greffes du tribunal administratif de Paris : sis au 7, rue de JOUY, F-75181 Paris cedex 04

Site internet : <http://www.ta-paris.juradm.fr>, Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Tél. : 01 44 59 44 00 / Fax : 01 44 59 46 46

## **ARTICLE 27. RESILIATION DU MARCHE**

Les dispositions prévues par le CCAG-FCS et notamment son article 41 s'appliquent en sus des articles R. 2191-30 et R. 2191-31 du CCP.

Il est ajouté aux cas de l'article 41 du CCAG-FCS les cas suivants :

- Le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité lorsque le cumul des pénalités depuis le début de l'exercice en cours, représente un montant supérieur à 10% du montant total du marché ;
- Le marché peut être résilié en cas d'interruption du service du Titulaire pendant plus de 72 heures sans accord préalable de CNAM, celle-ci peut dans ce cas faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du Titulaire, le service dû par ce dernier, à la

condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par tout moyen permettant d'accuser date certaine de réception.

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans autres dispositions particulières que celles énoncées ci-dessus.

## **ARTICLE 28. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dispositions générales fixées par le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), s'appliquent de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé. La liste des dérogations est fixée ci-dessous :

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Correspondances du CCAP
2.1	13.1.1
2.4	13.3.3
3.1	4.1 et 4.2.1
19.2.1	10.1.4
21	25
23	14.1.1
23.2	14
23.5	14.3, 14.1.2